

Dossier n° : 27725253
Démarche : Demande de dérogation à la protection des espèces :
RANACULTURE - campagne 2026
Organisme : DREAL Bourgogne-Franche-Comté
Ce dossier est **en instruction**.

Historique

Déposé le : 15 novembre 25 10:44
En instruction le : 17 novembre 25 09:59

Identité du demandeur

Informations FranceConnect : Le dossier a été déposé par le compte de Bernard Adrien Louis ROBBE, authentifié par FranceConnect le 15 novembre 2025.
Email : elodie.robbe25@gmail.com
Civilité : M.
Nom : ROBBE
Prénom : Bernard Adrien Louis

Formulaire

Notice d'aide au remplissage

Consultez ce document pour vous aider à compléter la demande au fur et à mesure.

1. Nature de la demande

Vocation de la demande

Non-commerciale

Type de demande

- renouvellement avec modification

Année de campagne du précédent arrêté préfectoral

2 019

Numéro du précédent arrêté préfectoral

25-2019-02-15-168

2. Demandeur

Le demandeur est une personne morale (entreprise)

Non

Groupement de personnes

Non

Nom du demandeur

Robbe

Prénom du demandeur

Elodie

Date de naissance du demandeur

16 août 1990

Adresse du demandeur

5 rue Damvauthier 25160 Saint-Point-Lac

Code INSEE :

25525

Code Postal :

25160

Département :

25 – Doubs

Téléphone du demandeur

06 33 88 23 45

Participants

Bernard Robbe

3. Zone de prélèvement des grenouilles

Que faire si vous avez plus d'une zone de prélèvement

zone de prélèvement :

Les plans d'eau sur une ou plusieurs parcelles cadastrales ou sur des parcelles contiguës sont considérés comme une même zone de prélèvement (consulter la notice d'aide au remplissage).

Le demandeur complète ce formulaire avec les données relatives à une zone de prélèvement.

Pour chaque zone de prélèvement supplémentaire, le demandeur remplit une nouvelle demande.

Nombre de plan (s) d'eau de la zone

2

Le propriétaire de la zone de prélèvement est le demandeur

Non

Le propriétaire est une personne morale

Non

Nom du propriétaire

Robbe

Prénom du propriétaire

Bernard

Commune de la zone de prélèvement

Saint-Point-Lac (25160)

Code Postal :

25160

Département :

25 – Doubs

Références cadastrales de la zone de prélèvement

C 0014

Outil cartographique

- sélectionnez le site de pêche en tapant l'adresse dans la fenêtre de recherche,
- avec l'outil "Ajouter un point", en haut à gauche du cadre, sélectionnez chaque plan d'eau en un clic,
- utilisez l'outil flèche pour sélectionner la ou les parcelles cadastrales,
- vérifier en dessous de la carte, la cohérence des numéros des parcelles cadastrales ; elles apparaissent automatiquement.

(Consulter la notice d'aide au remplissage)

Cartographie

- Parcelle n° 14 - Feuille 000 C - 4685 m² – commune 25525
- Étang

Carte de localisation de la zone de prélèvement

Surface en m²

800

Pisciculture

Non

Plan d'eau en eaux closes ou en eau libre

eau close

4. Prélèvement souhaité

Effectif du prélèvement souhaité

1 000

5. Installations de stockage

Stockage des grenouilles à l'adresse du demandeur

Non

personne morale : stockage

Non

Nom pour le stockage

Robbe

Prénom pour le stockage

Bernard

Adresse pour le stockage

16 rue Damvauthier 25160 Saint-Point-Lac

Code INSEE :

25525

Code Postal :

25160

Département :

25 – Doubs

Complément d'information pour le stockage

Non communiqué

6. Installation d'abattage

Abattage des grenouilles à l'adresse du demandeur

Non

Personne morale pour l'abattage

Non

Nom pour l'abattage

Robbe

Prénom pour l'abattage

Bernard

Adresse pour l'abattage

16 rue Damvauthier 25160 Saint-Point-Lac

Code INSEE :

25525

Code Postal :

25160

Département :

25 – Doubs

complément d'information pour l'abattage

Non communiqué

7. Historique de prélèvement

Historique

Registres de pêche sur les 3 dernières années .

En cas d'absence de pêche sur une ou plusieurs campagnes ou de première demande (si historique non connu), indiquer 0.

Année 2025

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2025)

1 000

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2025)

500

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2025)

0

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2025)

500

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2025)

0

Année 2024

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2024)

0

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2024)

0

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2024)

0

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2024)

0

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2024)

0

Année 2023

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2023)

0

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2023)

0

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2023)

0

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2023)

0

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2023)

0

8. Environnement de la zone de prélèvement

Habitats présents à proximité du site de pêche

- cours d'eau,

Présence d'une route passante à proximité

Non

Présence de poissons

Non

Présence d'amphibiens autres que la grenouille rousse

Aucune espèce connue par le demandeur

Nature des berges

Berges naturelles

pente des berges

Oui

Mode de capture

Nasse

9. Elevage des têtards et des petites grenouilles

Localisation de l'élevage des têtards et petites grenouilles

bacs hors-sol au domicile du demandeur

Précisions

Non communiqué

Nourissage des têtards

Non

Dispositif de protection contre les prédateurs

Non

Installations de pontes

Bacs hors sol type abreuvoir pour bétail

Bassins de stockage des grenouilles vivantes nécessaires à l'inventaire de la population dans le cas d'une première demande

Bassins de stockage des grenouilles vivantes nécessaires à l'inventaire de la population dans le cas d'une première demande

Dans le cadre d'une première demande l'Administration pourra requérir un inventaire des populations de grenouilles rousses et, le cas échéant, des autres espèces protégées présentes.

10. Informations complémentaires

Remarques

Non communiqué

Pièce complémentaire

11. Engagement

Engagement

Oui

Annotations privées

quota attribué

Non communiqué

Remarques

Non communiqué

carte

Messagerie

Email automatique, 15 novembre 25 10:44

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 27725253 a bien été reçu]M. ROBBE, La DREAL Bourgogne-Franche-Comté vous confirme la bonne réception de votre dossier n° 27725253. À tout moment, vous pouvez consulter votre dossier et les éventuels messages de l'administration à cette adresse : <https://www.demarches-simplifiees.fr/dossiers/27725253> Un e-mail vous sera transmis au moment de la prise en charge de ce dernier par un instructeur.Nous vous prions d'agréer, M. ROBBE, l'expression de nos salutations distinguées.DREAL Bourgogne-Franche-ComtéService BEP5 voie Gisèle Halimi BP 31269 25005 BESANCON CEDEX

Email automatique, 17 novembre 25 00:00

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 27725253 va être instruit]M. ROBBE, Nous accusons réception de votre dossier n° 27725253. Celui-ci sera instruit dans le délai légal déclaré par votre interlocuteur. Nous vous précisons que votre dossier présente toutes les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Conformément à l'article R. 411-6 du Code de l'environnement, l'administration dispose d'un délai de quatre (4) mois pour déterminer si votre demande peut ou non faire l'objet d'une autorisation assortie d'éventuelles conditions de mise en œuvre. Au cours de ce délai et conformément à l'article L. 114-5 du Code des relations entre le public et l'administration, il peut vous être demandé des compléments. En outre, le silence gardé par l'administration sur votre demande de dérogation au terme de ce délai de 4 mois emporte décision implicite de rejet. En cas de décision implicite de rejet, celle-ci sera alors susceptible soit d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, auteur de la décision, ou de son autorité hiérarchique, conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre public et l'administration, soit d'un recours contentieux, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative, devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date à laquelle est née cette décision : par l'intéressé, dans un délai de deux mois. par les tiers, dans un délai de 2 mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr Nous vous rappelons en outre qu'il vous est interdit de débiter l'opération avant la fin de la procédure d'instruction et sans disposer de la dérogation requise. Le non-respect de ces dispositions vous rendrait passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-7 et L. 415-3 du Code de l'environnement. Nous vous prions d'agréer, M. ROBBE, l'expression de nos salutations distinguées.DREAL Bourgogne-Franche-Comté5 voie Gisèle HalimiBP 31269 25005 BESANCON CEDEX

Email automatique, 17 novembre 25 09:59

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 27725253 va être instruit]M. ROBBE, Nous accusons réception de votre dossier n° 27725253. Celui-ci sera instruit dans le délai légal déclaré par votre interlocuteur. Nous vous précisons que votre dossier présente toutes les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Conformément à l'article R. 411-6 du Code de l'environnement, l'administration dispose d'un délai de quatre (4) mois pour déterminer si votre demande peut ou non faire l'objet d'une autorisation assortie d'éventuelles conditions de mise en œuvre. Au cours de ce délai et conformément à l'article L. 114-5 du Code des relations entre le public et l'administration, il peut vous être demandé des compléments. En outre, le silence gardé par l'administration sur votre demande de dérogation au terme de ce délai de 4 mois emporte décision implicite de rejet. En cas de décision implicite de rejet, celle-ci sera alors susceptible soit d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, auteur de la décision, ou de son autorité hiérarchique, conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre public et l'administration, soit d'un recours contentieux, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative, devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date à laquelle est née cette décision : par l'intéressé, dans un délai de deux mois. par les tiers, dans un délai de 2 mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr Nous vous rappelons en outre qu'il vous est interdit de débiter l'opération avant la fin de la procédure d'instruction et sans disposer de la dérogation requise. Le non-respect de ces dispositions vous rendrait passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-7 et L. 415-3 du Code de l'environnement. Nous vous prions d'agréer, M. ROBBE, l'expression de nos salutations distinguées. DREAL Bourgogne-Franche-Comté 5 voie Gisèle Halimi BP 31269 25005 BESANCON CEDEX